

Commission: Sommet international de Madrid UE-UA

Problématique: « Une coopération d'égal à égal entre l'Union européenne et l'Union africaine : Quelles stratégies bilatérales pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable? »

Pays: Grèce

La Grèce est un pays de l'Europe de Sud qui a rejoint l'Union Européenne (UE) en 1981. Le pays compte une population d'environ 10 millions d'habitants et a des frontières avec l'Albanie, la Macédoine, la Bulgarie et enfin la Turquie. Elle a connu son indépendance de l'Empire Ottoman au début du XIXe siècle. Le gouvernement, dirigé par le président Ekaterini Sakellariopoulou, est devenu stable au cours des 20 dernières années. Or, il a subi de véritables difficultés dans le domaine économique après avoir été aussi affecté par la crise économique mondiale de 2008. Étant membre de l'UE, il admet des responsabilités comme faire partie aux commissions européennes. La commission qui nous intéresse est donc le sommet international entre l'UE et l'Union Africaine (UA). Celle-ci, inaugurée à Lisbonne en 2007, vise une stratégie commune entre l'UE et l'UA afin d'assurer un rapprochement entre ces deux unions. Les intérêts communs sont la sécurité globale, le développement durable et le renforcement de la paix et de la solidarité. Nous nous demanderons donc quelles stratégies bilatérales peuvent mener ces deux unions pour la construction d'un avenir prospère, pacifique et durable.

Ce partenariat vise donc à mener une politique bilatérale en assurant les principes d'égalité, de respect, et surtout de coopération. Les deux continents organisent ces sommets pour dialoguer et se mettent d'accord sur trois différents domaines: politique et sécurité, économie et finances et enfin culture et sociétés.

Premièrement, les principaux enjeux concernant la politique sont les crises migratoires, la corruption et le réchauffement climatique. Ces défis sont communs aux deux organisations et menacent leur stabilité. Ils vont donc mener des politiques de renforcement de sécurité globale, d'affirmation des droits et libertés et de coopération bilatérale.

Ensuite, dans le domaine de l'économie, des problèmes d'instabilité financière et de manque d'emploi se présentent au sein du continent africain s'ajoutent à l'augmentation du seuil de pauvreté. Alors, l'UE s'est engagée à apporter 350 millions d'euros par an aux investissements privés ce qui très potentiellement améliorera la situation de l'Afrique.

Enfin, le domaine socio-culturel a aussi un poids important dans le sujet. Si on veut bien construire un 'avenir prospère, pacifique et durable', il ne faudra pas négliger la question sociale et les relations culturelles. L'UE propose d'investir davantage dans les services suivants: éducation, science et technologie. La question de la migration et la mobilité est aussi à étudier. Réduire les migrations clandestines, renforcer le dialogue et promouvoir la coopération sont les principaux objectifs de l'UE.

La position de la Grèce vis-à-vis de cette commission est avant tout en accord avec les intérêts de l'UE. Suivant cette logique, ce pays cherchera aussi un partenariat pacifique et coopératif, mener des politiques de rapprochement et défendre les droits de l'homme. Par exemple, lors du 5ème sommet (Abidjan, 2017), les dirigeants européens et africains ont insisté sur l'importance d'investir sur la jeunesse. En effet, ce sujet est d'une priorité particulière puisque 60% de la population africaine a moins de 25 ans. Dès que ces jeunes vont constituer l'avenir des nations, ils méritent une attention particulière et donc un plan d'investissement. Celui-ci prévoit de mobiliser 44 milliards d'euros. La Grèce soutiendra donc cette proposition puisque c'est son devoir comme membre de l'UE. Un autre exemple de politique européenne concerne le thème de la migration et de la mobilité. La situation en Libye est dévastatrice: les migrants et réfugiés sont traités de façon violente et inhumaine. La Grèce peut entrer en jeu pour accélérer la réinstallation des personnes ayant besoin d'une protection internationale. Il s'agit en effet d'un des pays les plus proches du continent africain et pourrait servir de 'pont' pour les réfugiés en danger. Or, cela devra comporter un protocole spécifique pour contrôler la pression migratoire. La Grèce est bien d'accord pour accueillir ces personnes tant que le nombre est contrôlé et tant que les pays du nord l'appuient et en accueillent aussi. De plus, le 25 mai 2021 eut lieu une conférence en ligne dans le cadre de la célébration de la fondation de l'UA. Elle fut organisée par l'Ambassade d'Afrique du Sud, beaucoup de pays européens y participèrent, parmi eux se trouvait la Grèce. Le représentant était le ministre des Affaires étrangères, Nikos Dendias. Dans son intervention, le ministre grec se positionne complètement en faveur de toutes les propositions des africains. Il soutenait l'idée de créer une zone de libre - échange pour libéraliser le commerce entre les deux continents et donc l'augmenter. La Grèce peut en tirer bénéfice à cause de sa situation financière difficile.

À l'échelle nationale, la Grèce porte des solutions particulières sur chacun des trois domaines: politique, économique, socio-culturel. D'abord, elle entretient des relations diplomatiques avec l'Afrique du sud parce qu'une part importante de la population de ce pays est grecque. Les deux pays ont des ambassades ce qui facilite leurs échanges. Ensuite, du fait de la situation économique de la Grèce, on rencontrera des difficultés à contribuer financièrement aux projets. En effet, une aide financière de la part de l'UE serait nécessaire et bienvenue. Enfin, un accord de coopération bilatérale culturelle a été mis en place entre la Grèce et l'Afrique du Sud, alors que le pays africain accueille des migrants grecs, notre pays fournit une aide au développement à ce pays. De plus, la

Grèce établit une ambassade au Sénégal pour solidifier leurs liens. À nouveau, le ministre des affaires étrangères, M. Dendias, est intervenu sur ce sujet. « Nous reconnaissons l'importance du Sénégal en Afrique et le fait que le Sénégal occupe maintenant la présidence de l'Union africaine est une preuve irréfutable de cette conclusion », a déclaré M. Dendias dans sa présentation. Il souhaite donc apporter ce qu'il peut pour aider ce pays à se consolider dans les services suivants: commerce, éducation, santé ou tourisme. Le président sénégalais et le ministre grec ont finalement signé un protocole d' accord bilatéral.

L'opinion de la Grèce vis-à-vis de l'UE se débat entre europhile et eurosceptique. La Grèce soutient bien le partenariat entre UE et UA et veut aider à la coopération. Cependant, un mécontentement du peuple grec envers l'UE a émergé pendant les 10 dernières années.

D'une part, la Grèce a bien été sauvée économiquement grâce aux plans de sauvetage de la part de l'UE. Le pays a été si fortement frappé par la crise de 2008 qu'il était submergé et asphyxié dans sa dette. L'UE, elle, doit s'engager à aider financièrement ses membres dans ces cas. Cela a bénéficié à l'opinion de la population grecque envers l'union car des emplois ont été sauvés et des endroits ont été aménagés. Par exemple, à Athènes, des terrains abandonnés sont devenus des jardins aménagés avec des pratiques agricoles augmentant ainsi l'activité économique. Cette subvention a été bien appréciée par les grecs. Cela alimente donc l'europhilie de la part de la Grèce.

D'autre côté, l'euroscepticisme pèse bien en contrepartie de l'europhilie, surtout dans le domaine de la migration. La Grèce est un principal pays d'entrée des immigrés africains dans l'UE. Le problème se pose quand la pression migratoire est si forte qu'elle devient incontrôlable et dépasse les capacités d'hébergement de la Grèce. Notre pays a donc besoin non seulement d'argent mais surtout de solidarité et de partage de la responsabilité. Si, l'UE et ses membres nous laissent de côté, alors le mécontentement de notre peuple commencera à surgir inévitablement. L'euroscepticisme naît donc de cet abandon de la part d'Europe. Certes, un sondage a récemment relevé que 71% de la population grecque était eurosceptique, surpassant la France et le Royaume Uni. Nous voulons bien coopérer avec les habitants de l'UA en leur facilitant une nouvelle vie et des nouvelles opportunités tant que nous mêmes nous sommes soutenus par l'UE.